

Janvier–Mars 2015

LE FIL

ENSEMBLE CONTRE L'INJUSTICE



#OpenToSyria

Ce que l'on peut faire pour les réfugiés syriens.

République centrafricaine

Que réserve l'avenir à ce pays où tant de gens ont déjà subi de si grandes pertes?

Les fonds d'Amnesty

Leur provenance et leur utilisation.

AMNESTY
INTERNATIONAL



LE FIL

est le magazine mondial d'Amnesty. Publié chaque trimestre, il vise à informer et à donner à chacun-e les moyens et l'envie de faire de la lutte contre l'injustice une affaire personnelle.

NOUS CONTACTER



www.amnesty.org/fr/join



thewire@amnesty.org



+44 (0)20 7413 5500

PRENEZ PART À LA CONVERSATION



www.facebook.com/AmnestyGlobal



[@AmnestyOnline](https://twitter.com/AmnestyOnline)



<http://livewire.amnesty.org/fr>

ABONNEZ-VOUS



wire.subscribe@amnesty.org

Recevez LE FIL tous les trois mois en anglais, en arabe ou en français (16£ / 25\$ / 19€ par an).

Publié par Editorial Studio, Amnesty International, International Secretariat, Peter Benenson House, 1 Easton Street, London WC1X 0DW, Royaume-Uni. Tous droits de reproduction réservés.
Original : anglais. Index : NWS 21/001/2015, ISSN : 1472-443X.
Imprimé par Warners Midlands PLC, Lincolnshire, Royaume-Uni. Imprimé sur du papier recyclé.



Photo de couverture : Tariq, un réfugié syrien qui vit temporairement en Jordanie, ici avec sa fille et son fils. La famille attend avec une pointe d'espoir de pouvoir s'installer dans un autre pays et démarrer ainsi une nouvelle vie. Découvrez l'histoire de cet homme en page 8.

© Amnesty International

DANS CE NUMÉRO DU FIL

ARTICLES

6 En pleine forme

Que peut faire le monde pour les réfugiés syriens ? Nous nous rendons en Jordanie pour le découvrir.

10 D'une frontière à l'autre

Pourquoi parler de ce que vivent les migrants et les réfugiés en Australie, en Israël et aux États-Unis ?

16 Neuf choses que vous ignorez sans doute sur l'origine des fonds d'Amnesty

Nous ne pourrions pas faire notre travail sans vous !

18 Qu'est-ce qui attend la République centrafricaine ?

État des lieux dans un pays où tant de gens ont déjà subi de si grandes pertes.

22 Gaza en bref

Tout ce que vous vouliez savoir sur le conflit dans la bande de Gaza sans oser le demander.

24 Votre corps vous appartient-il vraiment ?

Les dernières nouvelles de la campagne *Mon corps, mes droits*.



RUBRIQUES

2 Amnesty dans le monde

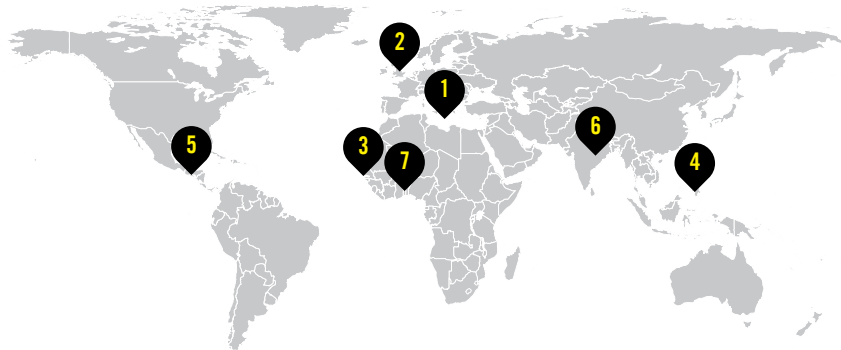
4 En coulisses

5 Éditorial

26 Entretien-minute

28 À propos de vous

AMNESTY DANS LE MONDE



VŒU POUR LA NOUVELLE ANNÉE

« En 2015, les citoyens chinois doivent penser sérieusement à créer des partis [politiques] et à instaurer le droit de vote. Et les avocats spécialistes des droits humains et la population doivent collaborer plus étroitement pour intervenir quand quelque chose arrive. »

Hu Jia, militant et ancien prisonnier d'opinion chinois

1 NE LES LAISSONS PAS SE NOYER !



En 2014, 3419 réfugiés et migrants se sont noyés en Méditerranée. Après avoir secouru plus de 100000 personnes en un an, l'Italie devait mettre fin à son opération de recherche et sauvetage en mer le 1^{er} janvier 2015. Un nouveau projet de l'UE se focalise sur les patrouilles frontalières plutôt que sur le fait de sauver des vies. Plus de 110000 personnes ont signé notre pétition appelant les dirigeants de l'UE à trouver une meilleure solution.

Continuons : signez la pétition
<http://bit.ly/FortressEurope>, faites-la circuler
et venez discuter sur Twitter (#SOSEurope).

2 DES PUSSY RIOTS À LONDRES

Nadia Tolokonnikova et Macha Alekhina (à droite) soutiennent notre campagne #SpeakOut. Lors d'une visite à Londres, elles ont remercié les sympathisants d'Amnesty pour toutes les lettres reçues pendant leur détention. Membres du groupe punk féministe Pussy Riot, elles avaient été emprisonnées après avoir entonné dans la principale cathédrale orthodoxe de Moscou une chanson critiquant le président Vladimir Poutine.



Dans le monde entier, des militants se sont mobilisés, fin 2014, pour demander aux autorités des Émirats arabes unis de libérer Mohammed al Roken. Nous avons évoqué dans LE FIL de novembre-décembre 2014 le cas de cet avocat spécialiste des droits humains emprisonné depuis 10 ans, qui

était aussi l'un des cas de notre campagne Écrire pour les droits. Voici l'un des nombreux messages que nous avons reçus pour lui sur Twitter et Facebook :

« J'ai eu la chance de rencontrer le professeur al Roken et de travailler avec lui plusieurs fois. J'ai beaucoup de respect et d'admiration pour lui et je voulais remercier tous ceux qui participent à cette campagne. Nous pensons tous à vous, professeur al Roken ! »

Noemie Crottaz, via Facebook

3 DEUX JOURNALISTES GAMBIENS ACQUITTÉS



© Amnesty International

Excellente nouvelle ! Après près d'un an de procès, Sainey M. K. Marenah et Musa Sheriff ont été acquittés en novembre. Ils avaient été arrêtés en janvier 2014, après un article sur le passage à l'opposition de jeunes militants du parti au pouvoir. Ils risquaient 15 ans de prison et de lourdes amendes. Un grand merci à tous ceux qui se sont mobilisés en leur faveur. « Je n'ai pas les mots pour dire ce que je ressens, a déclaré Sainey. Je rentre chez moi en homme libre. »

4 STOP TORTURE AUX PHILIPPINES

Notre campagne *Stop Torture* a tourné son regard vers les Philippines, où pratiquement toute personne arrêtée par la police risque la torture. Des membres d'Amnesty dans le monde entier ont collecté de l'argent pour financer quatre panneaux (dont celui ci-dessous) montés dans plusieurs villes du pays afin d'attirer l'attention sur le fait que la police torture en toute impunité des gens ordinaires. Le Sénat n'a pas tardé à annoncer l'ouverture d'une enquête sur la « pratique généralisée de la torture par la police ».

Un premier pas positif !

www.amnesty.org/fr/stoptorture



© Amnesty International

5 L'AVORTEMENT AU SALVADOR



© Amnesty International

Voici Gloria. Elle purge une peine de 30 ans de réclusion au Salvador pour homicide : elle était soupçonnée, après une fausse couche, d'avoir avorté. Découvrez pourquoi des milliers de sympathisants d'Amnesty ont signé notre pétition pour l'abolition de la loi sur l'avortement au Salvador :

<http://bit.ly/1tNz08r>

6 BOPHAL : VERS LA JUSTICE



© Gires Clarke/Reportage by Getty

Manifestation, le 2 décembre 2014, pour le 30^e anniversaire de la fuite de gaz toxiques à Bophal (Inde). Les victimes ont remporté une victoire en novembre : le gouvernement, se conformant aux données médicales, a promis de revoir à la hausse ses chiffres sur le nombre de morts et de personnes ayant subi des dommages corporels. C'est un pas important vers une indemnisation adéquate.

7 HALTE À LA TORTURE AU TOGO !

La torture va devenir une infraction pénale ! La nouvelle arrive 26 ans après la signature par le Togo de la Convention des Nations unies contre la torture. À la suite d'une décision de justice ordonnant l'indemnisation de plusieurs victimes, le gouvernement a décidé l'an dernier d'entamer la rédaction d'une loi interdisant la torture. Ce jugement historique est dû au travail d'Amnesty Togo et de ses partenaires, qui ont rassemblé des victimes de torture pour qu'elles demandent justice ensemble.

COMMENT CHELSEA MANNING VOIT 2015

« Les responsables politiques vont continuer d'exploiter la vulnérabilité des personnes LGBTI, qui seront encore persécutées. Cette terrible réalité m'empêche de dormir. En cette nouvelle année, je souhaite que nous puissions aider les LGBTI à lutter contre la "légitimité" de la discrimination approuvée par l'État. »

2014 EN CHIFFRES

336 000

sympathisants d'Amnesty ont demandé au président Poutine de cesser de réprimer la liberté d'expression en Russie.

130

États ont signé le traité sur le commerce des armes, entré en vigueur le 24 décembre 2014.

+ d'1 million

de voix à travers le monde ont réclamé la libération de Meriam Ibrahim, chrétienne condamnée à mort au Soudan.

14 000

hectares de terres ont été restitués à la communauté indigène sawhoyamaya, au Paraguay, après plus de 20 ans.

44 %

des gens dans le monde craignent d'être torturés en détention.

LE SAVEZ-VOUS ?

Quelle superficie de terres a été volée à la population colombienne ces 50 dernières années ?

La réponse à cette question et notre quiz complet se trouvent p. 28-29.

EN COULISSES

LA VÉHÉMENTE COURTOISE DES MANIFESTANTS DE HONG KONG



Edwin Chau devant le « Mur Lennon » d'Admiralty, un des lieux phares des manifestations hongkongaises. Le mur, nommé d'après John Lennon, l'un des Beatles, était couvert de messages écrits sur des post-it par des gens soutenant les manifestations.

Edwin Chau, du bureau régional d'Amnesty pour l'Asie de l'Est, évoque les manifestations historiques qui ont eu lieu à Hong Kong fin 2014.

Les manifestants hongkongais ont été qualifiés de « contestataires les plus courtois » et je ne peux qu'approuver. Dès le sit-in pacifique du 1^{er} juillet, qui a entraîné l'arrestation de 511 personnes, j'ai suivi le mouvement « Occupy Central » en tant qu'observateur.

Il y a d'abord eu une semaine de manifestations, fin septembre, contre les modalités devant régir l'élection du chef de l'exécutif de Hong Kong en 2017, jugées restrictives par les étudiants.

Puis les policiers ont utilisé des gaz lacrymogènes, attirant l'attention du monde entier. J'avais déjà senti monter la tension quand la police avait essayé d'arrêter une marche pacifique. J'avais alors été surpris : les policiers ont dirigé des milliers de manifestants vers un centre commercial et ceux-ci l'ont traversé dans le calme. Un vrai modèle de rassemblement pacifique !

Depuis, j'ai passé nombre de soirées dans la rue, au milieu des tentes occupant la chaussée, des stands où les étudiants

distribuaient masques chirurgicaux, eau et biscuits, et des œuvres d'art inventives qui ont envahi le quartier des affaires.

J'ai été impressionné de voir les jeunes Hongkongais, plus connus sans doute pour leur attachement à la réussite matérielle que pour leur engagement civique, descendre dans la rue chaque semaine, sacrifiant leur temps et leur confort.

Mes collègues et moi avons œuvré pour que les gens puissent manifester sans risquer d'être harcelés ou agressés. Nous avons dénoncé les agissements de la police, qui a usé d'une force injustifiée et n'a pas su mettre fin aux attaques violentes et aux agressions sexuelles contre des manifestants en octobre.

Le 11 décembre, après 11 semaines, la police a fait évacuer le dernier grand site de rassemblement. La vie – et la circulation – a repris son cours mais cet épisode reste dans les mémoires. À Amnesty, nous savons désormais qu'avoir une base ici permet de réagir vite quand une voix doit s'élever pour défendre les droits humains.

DATES À NOTER

22

JANVIER

2009 : le président américain Barack Obama ordonne la fermeture du centre de détention de Guantánamo Bay (il est toujours ouvert)

25

JANVIER

2011 : début de la révolution égyptienne

11

FÉVRIER

1990 : libération de Nelson Mandela, Afrique du Sud

19

FÉVRIER

Nouvel An chinois

25

FÉVRIER

Lancement du rapport annuel 2014/15 d'Amnesty : www.amnesty.org

1^{ER}

MARS

Journée internationale pour l'abolition de la peine de mort

8

MARS

Journée internationale de la femme

15

MARS

2011 : début du conflit syrien

21

MARS

Journée internationale contre le racisme

ÉDITORIAL

UN NOUVEAU FIL POUR LA NOUVELLE ANNÉE !

Vous ne remarquez rien de différent, dans ce numéro du FIL ? Mais oui ! Un nouveau look, un nouveau format et un plus grand éventail d'articles, depuis notre nouvelle campagne sur les réfugiés syriens jusqu'à nos sources de financement, en passant par des données factuelles et chiffrées pour mieux comprendre les conflits à Gaza et en République centrafricaine. Vous trouverez des informations sur l'action d'Amnesty dans le monde, des articles et des interviews de personnes avec qui nous travaillons, et de superbes photos.

Tout ceci est le fruit de votre contribution. Vous avez été près de 650 à nous faire part de vos commentaires et nous dire quel genre de magazine vous vouliez.

Un immense merci à tous ceux et celles qui ont rempli notre questionnaire ! Découvrez qui sont les heureux gagnants du tirage au sort dans notre rubrique consacrée aux lecteurs (p. 28-29), retrouvez nos tweets et posts Facebook préférés de 2014, faites notre quiz express... Et bien d'autres choses encore !

Continuez à nous faire part de vos idées, envoyez-nous des articles et dites-nous ce que vous pensez du nouveau FIL à l'adresse thewire@amnesty.org. Ceci est votre magazine, votre trimestriel mondial, tout entier consacré à notre mobilisation commune pour changer les choses.

Kristin (rédactrice en chef)
@khulaas

L'ÉQUIPE DU FIL

Principaux contributeurs : Louisa Anderson, Ben Beaumont, Shiromi Pinto, Kristin Hulaas Sunde

Conception : Ezra Betton, Matthew Haigh, Dina Silanteva

Photos : Richard Burton

Directrice de la rédaction : Melanie Rhodes



Célébrations à l'occasion du Nouvel An chinois à Paris, France, 2014.

EN PLEINE FORME

Que peut faire le monde pour les réfugiés syriens ?

Un après-midi de novembre chaud et ensoleillé, dans le désert jordanien. Dans un grand bâtiment au toit de tôle, filles et garçons sont debout en colonnes, pieds nus sur le sol de béton, les petits joufflus de cinq ans aux côtés des grands adolescents placides.

La plupart portent une tenue blanche, serrée à la taille par une ceinture de couleur.

Le cours de taekwondo débute et chacun travaille ses coups de pied (photo) en visant les coussins de frappe que des enseignants adultes tiennent à hauteur de poitrine. La discipline règne, mais l'ambiance monte au fur et à mesure que passent les enfants. Ici et là, on s'excite.

Nous sommes dans un petit coin de Zaatari, un vaste camp de réfugiés syriens géré par le gouvernement jordanien et le HCR, l'agence de l'ONU pour les réfugiés. Ouvert en 2012, il accueille aujourd'hui plus de 80000 personnes. Plus de la moitié sont des enfants.

Ils n'ont plus maintenant qu'un souvenir lointain de ce qu'est une vie normale. Beaucoup ont tout perdu, y compris des êtres chers : 190000 personnes sont mortes depuis le début de ce terrible conflit.

Il dure déjà depuis près de quatre ans et nul ne sait quand les 3800000 Syriens réfugiés en Égypte, en Irak, en Jordanie, au Liban et en Turquie pourront rentrer

dans leur pays – si tant est qu'ils puissent rentrer un jour.

Dans l'immédiat, grâce à une petite ONG sud-coréenne, 150 enfants du camp de Zaatari restent occupés en apprenant un art martial, à raison de quatre cours par semaine. L'école de taekwondo (ZATA, @ZaatariTA sur Twitter) se propose de leur offrir de l'espoir en attendant que leur avenir commence.

Apprendre le taekwondo ne va pas résoudre les énormes problèmes de cette ville en plein désert – la pauvreté, les traumatismes, l'hiver. Mais c'est un élément positif important : les enfants ici sont heureux et pleins d'énergie.

Mahmoud, un réfugié de Daraa, une ville syrienne située juste de l'autre côté de la frontière, est l'un de leurs sept professeurs. « Ce qui compte ici, dit-il, ce sont l'éducation et le comportement, et de se faire des amis. Certains enfants ne vont pas à l'école ou n'ont plus guère de famille, alors nous les prenons ici et ils se comportent bien. »

>>





UNE LUEUR D'ESPOIR

Tariq et Neda (ci-dessous avec leurs trois enfants) ont eux aussi fui Daraa et vivent maintenant à Irbid, la deuxième ville jordanienne. Dans leur immeuble, situé au fond d'une petite rue, un escalier raide nous conduit au 3^e étage, sur le palier d'un petit appartement.

La multitude de chaussures près de la porte en témoigne : 21 personnes vivent dans ces cinq pièces. Le couple, leur fils de deux ans, leurs jumelles de sept mois, et la famille élargie.

Tariq nous accueille dans un séjour dépouillé, avec du papier marron aux murs et de gros coussins par terre. Il nous offre un café. Alors que les enfants jouent dans un coin, il nous raconte son arrestation et les tortures qu'il a subies pendant 24 jours qui lui ont semblé être 24 années : « ils m'ont frappé sur des endroits sensibles et m'ont brûlé avec des cigarettes. »

Il a fui en Jordanie en mars 2012 et rassemblé l'argent nécessaire pour faire venir sa famille. Mais il a perdu son emploi quand le gouvernement jordanien a commencé à empêcher les Syriens de travailler. Le pays, qui accueille près de 620 000 réfugiés, est en effet sous pression.

Tariq et Neda sont mécontents et inquiets mais il y a une lueur d'espoir : ils ont été retenus par le HCR pour s'installer à titre permanent dans un autre pays.

La réinstallation offre à des réfugiés particulièrement vulnérables, tels que des victimes de torture, des personnes ayant un problème grave de santé et des femmes ou des enfants menacés de violences, la possibilité d'une nouvelle vie ailleurs.

La procédure est toutefois extrêmement lente : en août 2014, seuls 7 000 réfugiés syriens avaient été réinstallés dans un pays tiers. La plupart des pays n'ont pour

l'instant pas ouvert leurs portes, ne serait-ce qu'à un réfugié.

Nous pensons que les sociétés les plus prospères du monde peuvent faire davantage pour les réfugiés syriens. C'est pourquoi notre campagne #OpenToSyria (*Ouvrez aux Syriens*) va exhorter leurs gouvernements à donner un coup de main à la Jordanie en ouvrant leurs portes à ceux qui, comme Tariq et sa famille, en ont le plus besoin.

La réinstallation ne suffira pas à résoudre la crise des réfugiés syriens. Mais, comme l'école de taekwondo de Zaatari, c'est une contribution concrète qui aidera certaines des personnes les plus vulnérables plongées dans la plus grave crise humanitaire de notre temps. □

** Les noms ont été changés pour protéger les personnes concernées.*

Toutes les images par Richard Burton
© Amnesty International





Neda porte dans ses bras l'une de ses filles. La famille passe une grande partie de son temps dans l'appartement.



Comme beaucoup d'autres membres de sa famille, cette petite fille vit pour l'instant avec Tariq et Neda à Irbid, en Jordanie.



OUVREZ AUX SYRIENS ! #OPENTOSYRIA

Qu'est-ce qu'Amnesty cherche à obtenir ?

Nous voulons que les pays les plus riches accueillent 10 % des réfugiés syriens qui en ont le plus besoin en 2015-2016, soit 380 000 personnes au total.

Quelles sont nos cibles ?

Les gouvernements des pays suivants : Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Uruguay.

Que puis-je faire ?

Retrouvez notre nouvelle campagne sur @AmnestyOnline et www.Facebook/AmnestyGlobal à partir du 4 février 2015.

QUELQUES CHIFFRES

 **3 800 000**

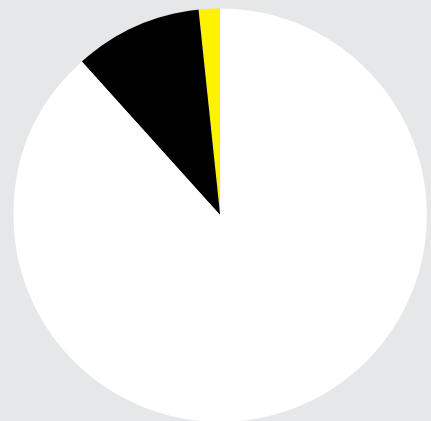
Syriens réfugiés en Égypte, en Irak, en Jordanie, au Liban et en Turquie

 **380 000**

Réfugiés syriens particulièrement vulnérables recensés par l'ONU comme ayant besoin d'être réinstallés dans un pays tiers

 **77 638**

Accords prononcés à ce jour dans le monde pour un accueil au titre de la réinstallation



D'UNE FRONTIÈRE À L'AUTRE

Dans le monde entier, des gens tentent de traverser des frontières et se retrouvent dans des lieux improbables et mystérieux. Qui raconte leur histoire, et pourquoi ? Un photographe enquêtant sur des centres australiens de détention de migrants, un cinéaste travaillant à la frontière entre les États-Unis et le Mexique et des militants d'Amnesty en Israël répondent à cette question.





APERÇU

AUSTRALIE

Le photographe Vlad Sokhin témoigne de la situation des droits humains dans le Pacifique :

« *Les médias australiens parlent souvent des demandeurs d'asile mais les montrent peu. Je veux les faire exister, pour que les gens voient les difficultés auxquelles ils sont confrontés.* »



« *Cela faisait bizarre de voir des gens du Moyen-Orient ou d'Afrique se promener en tenue traditionnelle sur une île perdue du Pacifique* », note Vlad.

« *J'ai rencontré Fetemeh [à gauche] sur l'aire de pique-nique près du supermarché d'Ewa, à Nauru. Elle attendait le bus pour retourner à son camp. Nous avons essayé de discuter grâce à Google traduction.* »

Fetemeh fait partie des rares demandeurs d'asile ayant pu quitter le centre de détention de Nauru un visa provisoire en main.

»



© Vlad Sokhin/Panos

Depuis juillet 2013, aucun arrivant venu en bateau n'a pu demander l'asile en Australie. À la place, le gouvernement envoyé plus de 2 000 personnes dans deux centres de détention situés sur l'île de Manus, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et à Nauru, petit État de l'océan Pacifique.

Le secret entourait ces centres jusqu'à ce qu'Amnesty dénonce, en 2013, les conditions de vie et les humiliations sur l'île de Manus. Un demandeur d'asile est mort et près de 150 autres ont été blessés lors de violences en février 2014. À notre retour, en mars, la situation ne s'était guère améliorée.

En avril 2014, l'entrée à Nauru, où on a récemment signalé des mauvais traitements, nous a été refusée. Parmi les détenus se trouvent des femmes et des enfants, certains âgés d'à peine 4 ans.

Nous continuons à faire pression sur l'Australie pour qu'elle ferme ces centres de détention. En novembre 2014 nous avons fait part de nos inquiétudes au

Comité de l'ONU contre la torture, qui a condamné la politique de détention des migrants de l'Australie, faisant la une des médias internationaux.

Grâce à des annonces sur Internet, la campagne Secrets and Lives a fait découvrir à 750 000 Australiens des atteintes aux droits humains qui leur coûtaient des millions mais qu'ils n'étaient pas autorisés à voir. Nos sympathisants ont en outre envoyé 20 000 lettres au Premier ministre, Tony Abbott, lui demandant de fermer ces centres de détention.

Il est temps de trouver une autre solution et de faire connaître la vérité.

www.thetruthaboutmanus.com

« *Sous les tentes, la chaleur était intenable. Il y avait huit W.-C. pour 400 personnes et parfois on n'avait pas d'eau potable. Je pense que les Australiens nous forçaient à vivre ainsi exprès pour qu'on fasse passer le message : n'essayez pas d'entrer en Australie clandestinement, c'est l'enfer qui vous attend.* »

Mujtaba Hussein, photo ci-dessus



Musulman chiite de Burke, un village pakistanais proche de la frontière afghane, Mujtaba Hussein, 21 ans, dit avoir fui les massacres perpétrés par les talibans. Il a passé 10 mois au centre de détention de Nauru. Il est maintenant manutentionnaire dans une entreprise de Nauru mais rêve encore d'obtenir le statut de réfugié en Australie.

ISRAËL

Par Adi Drori-Avraham, chargée de campagne
sur les questions relatives aux réfugiés au sein d'Amnesty Israël.

« *L'État israélien nous traite d'infiltrés. Mais nous avons une version des faits bien différente à raconter.* »

Idris, réfugié venu du Darfour

Idris vient du Darfour. Pour l'État israélien, c'est un « infiltré ». Ce terme désigne les 47 000 réfugiés et demandeurs d'asile africains présents en Israël et venus, pour la plupart, d'Érythrée et du Soudan.

Au titre de la loi israélienne sur la prévention de l'infiltration, les demandeurs d'asile peuvent être automatiquement placés en détention pour une durée illimitée.

Les « infiltrés » n'ont pas de statut juridique clairement défini. Ils disposent juste d'un document écrit indiquant qu'ils sont en liberté conditionnelle et n'ont quasiment pas accès aux soins ou aux services sociaux.

Les hommes érythréens ou soudanais sans enfant risquent en outre à tout instant d'être internés à Holot, un centre de détention perdu dans le désert, près de la frontière égyptienne.

Plus de 2000 demandeurs d'asile y sont déjà détenus, au mépris du droit international.

Mais Idris n'est pas un « infiltré ». Ce demandeur d'asile, militant et ardent défenseur des droits des réfugiés, travaille comme bien d'autres en partenariat avec Amnesty International en Israël.



Des demandeurs d'asile manifestent au centre de détention de Holot, dans le désert du Néguev, en Israël, lors de la Journée mondiale des réfugiés, le 20 juin 2014.

Grâce à nos formations sur les droits humains, ces personnes peuvent approfondir leurs connaissances et acquérir les outils et le vocabulaire leur permettant de voir qu'elles ont des droits et de se faire entendre.

« Amnesty Israël nous donne sur les droits humains des notions de base que nous n'avions pas », confie Taj, qui vient également du Darfour.

Les participants peuvent ensuite suivre une formation plus poussée sur les problèmes de fond et apprendre à créer un site web, à recueillir des informations sur les arrestations et le racisme qui les visent, et à réaliser de petits films illustrant leur histoire et leur point de vue.

Beaucoup rejoignent Activism United, des réunions hebdomadaires durant lesquelles des Israéliens, des Érythréens et des Soudanais cherchent comment faire passer leur message.

C'est un projet de longue haleine pour toutes les personnes impliquées, mais aussi un partenariat fondé sur la réciprocité : les militants comme Idris et Taj permettent à Amnesty de garder un lien avec des personnes touchées de plein fouet par une réalité particulièrement dure. En nous parlant des dangers et des obstacles qu'ils rencontrent, ils nous aident à trouver le meilleur moyen de faire changer les choses, ensemble.



aim Schwa centerberg

APERÇU

ÉTATS-UNIS



© Marc Silver

Amnesty Royaume-Uni a décerné au réalisateur Marc Silver le prix du meilleur documentaire pour *Qui est Dayani Cristal?* Le cinéaste explique pourquoi il a voulu raconter l'histoire d'un migrant au tatouage mystérieux retrouvé mort dans le désert de l'Arizona.

Je me souviens d'avoir vu la photo d'un agent de patrouille frontalière, un crâne entre les mains, au milieu des vastes étendues du désert de Sonora [en Arizona (États-Unis), près de la frontière mexicaine]. Suivre l'enquête sur un crâne non identifié me semblait une façon passionnante et poétique d'aborder la déshumanisation des migrants.

Je me suis demandé : « Qu'est-ce qu'un crâne en plein désert nous apprend sur le monde ? » Qu'est-ce qui pousse des gens à entreprendre l'un des voyages les plus périlleux qui soient, et pourquoi se retrouvent-ils à mourir seuls dans une région aussi inhospitalière ?

Sur les 2000 corps retrouvés dans ce désert ces 10 dernières années, 700 n'ont toujours pas été identifiés. La plupart des migrants n'ayant aucune pièce d'identité

sur eux, la restitution des dépouilles aux familles nécessite beaucoup de temps et d'efforts.

Nous voulions suivre chaque étape, de la découverte d'un corps dans le désert à son enterrement, en passant par l'enquête médico-légale et le rapatriement de la dépouille. Nous voulions aussi trouver des gens qui acceptent de nous raconter leur histoire.



Le crâne d'un migrant non identifié est découvert en 2013 dans le désert de Sonora, près de Tucson, Arizona, non loin de la frontière mexicaine.

QUI EST DAYANI CRISTAL ?

« *Les États-Unis mettent des milliards de dollars dans ce mur [frontalier] inerte. Pourquoi ne pas investir dans l'humain ?* »

Delver Antonio Sandres Turcios, ci-contre avec la photo de son frère Yohan



Un éleveur qui menait ses bêtes le long d'une rivière asséchée avait découvert un corps portant le tatouage « Dayani Cristal ». En voyant les images, je me suis rendu compte de la force de ce tatouage et je me suis demandé : « Qui est Dayani Cristal? »

Le corps a été identifié rapidement, comparé à beaucoup d'autres. Le gouvernement hondurien a été d'un grand secours pour retrouver sa famille, qui comprenait que, si cette histoire concernait l'un de ses membres, c'était aussi celle de milliers de migrants à travers le monde.

Je voulais raconter une histoire ancrée aux États-Unis mais en même temps porteuse de thèmes universels : la vie et la mort, l'amour et l'engagement, l'aspiration à une vie meilleure pour soi et sa famille. Ce sont des choses que tout le monde peut comprendre. ☐

« [Les autorités des États-Unis] estimaient que si elles endiguaient le flot de migrants vers la Californie et le Texas les gens n'iraient pas risquer leur vie en traversant les régions reculées d'Arizona. Manifestement, elles avaient tort. »

Bruce Anderson, anthropologue légiste au service de médecine légale de l'Arizona, dans *Qui est Dayani Cristal ?*

POUR EN SAVOIR PLUS

- www.whoisdayanicristal.com
- 7 choses que vous ne saviez probablement pas sur les migrants : <http://bit.ly/1wHKyKg>



La photo encadrée représente Yohan Sandres Martinez, l'homme au tatouage Dayani Cristal. Il est mort à 29 ans, seul dans le désert, à 20 minutes en voiture de Tucson, Arizona. Il a laissé derrière lui sa femme, Kenia Yadina Cruz Rivas (à gauche), et leurs trois enfants.





NEUF CHOSES QUE VOUS IGNOREZ SANS DOUTE SUR L'ORIGINE DES FONDS D'AMNESTY

Amnesty est surtout connue pour ses activités de recherche et de campagne, mais celles-ci ne seraient pas possibles sans les dons généreux de nos sympathisants.

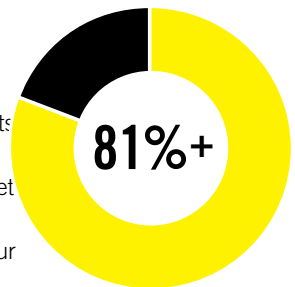
1. NOUS N'ACCEPTONS PAS D'ARGENT DES GOUVERNEMENTS...

...sauf dans des cas bien particuliers, notamment pour l'éducation aux droits humains, et ces fonds représentent moins de 1% du total de nos revenus. Nous sommes indépendants de tout gouvernement, intérêt économique et courant politique ou religieux.



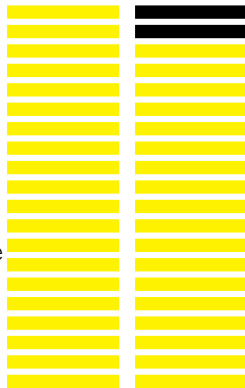
2. PLUS DE 81% DE NOS REVENUS PROVIENNENT DE DONS DE PARTICULIERS,

dont la majorité sont des versements mensuels. Avoir des rentrées régulières et prévisibles nous permet de mieux planifier nos activités de recherche et de campagne en faveur des droits humains.



3. 95% DE NOS REVENUS SONT « NON AFFECTÉS »

C'est-à-dire qu'il n'existe aucune condition particulière pour leur utilisation. Nous pouvons donc utiliser l'essentiel de nos fonds dans les régions où c'est le plus nécessaire. Cela nous donne en outre la souplesse requise pour réagir promptement aux situations d'urgence, comme la crise actuelle en Syrie.



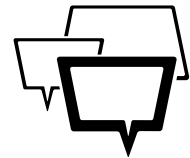
7. LES TROIS PRINCIPAUX DOMAINES AUXQUELS NOUS AFFECTONS L'ARGENT QUE VOUS NOUS DONNEZ SONT :



la protection des réfugiés et des migrants



la lutte contre l'utilisation à mauvais escient de l'appareil judiciaire



la défense de la liberté d'expression.

4. LA COLLECTE DE RUE, ÇA MARCHE



L'an dernier, la collecte en dialogue direct nous a permis de recueillir au moins 4 millions d'euros auprès de nouveaux sympathisants, malgré la difficulté de l'exercice. « Les gens nous évitent, font semblant de ne pas nous voir, évitent le contact visuel ou s'enfuient, relate Hannah Diaz, collectrice d'un jour en 2014. Et vous devez connaître l'action d'Amnesty sur le bout des doigts. En tant que représentant de l'organisation, vous devez être au fait des rapports et des campagnes en cours. »

« Les inégalités et l'indifférence ne peuvent aller de pair. C'est pourquoi je donne à Amnesty. »

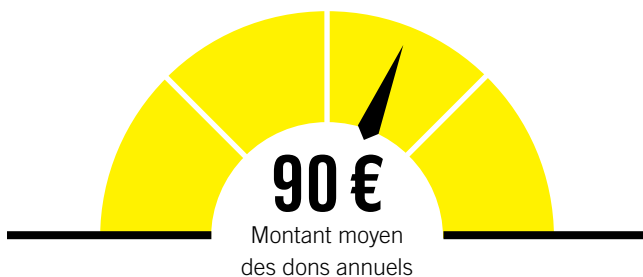
Ana Paula Frare, donatrice d'Amnesty, Brésil

5. LE DON FAIT DE VOUS UN-E MILITANT-E

Vous n'avez pas besoin de descendre dans la rue et de brandir une banderole : en donnant, vous luttez pour la justice dans le monde entier.

6. LES GENS DONNENT EN MOYENNE 90 € PAR AN,

soit moins de 1,73 euro par semaine. Mais sans un grand nombre de ces dons, nous ne pourrions pas poursuivre notre action en faveur des droits humains.



8. POUR CHAQUE EURO AFFECTÉ À LA COLLECTE DE FONDS, NOUS RÉCOLTONS ENVIRON 3,40 €



En outre, les sympathisants d'Amnesty sont très fidèles et nous accompagnent longtemps, ce qui témoigne de leur engagement en faveur d'un changement durable dans le domaine des droits humains.

9. DONNER EST UN JEU D'ENFANT

Rendez-vous sur www.amnesty.org/fr/donate pour faire partie d'un mouvement international dynamique qui se bat pour les droits humains dans le monde entier.

ANALYSE

QU'EST-CE QUI ATTEND LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ?

Par Stephen Cockburn,
directeur adjoint pour l'Afrique de l'Ouest
et l'Afrique centrale





Dans le monde entier, des milliers de personnes ont aidé Amnesty à attirer l'attention sur le conflit en République centrafricaine. Cette crise entre dans une nouvelle année. Qu'est-ce qui attend ce pays, où tant de personnes ont perdu leur foyer, leurs proches, leur vie ?

Le bébé d'Adeline, âgé d'à peine trois mois, effectuait son premier séjour dans un camp pour personnes déplacées par le conflit centrafricain. C'était la troisième fois en moins d'un an qu'Adeline avait dû fuir de chez elle.

Commerçante sur l'un des marchés de Bangui, la capitale, elle a fui son quartier avec ses six enfants en octobre 2014 quand un groupe armé a pillé les maisons et battu un homme à mort devant sa porte. « Ils se sont mis à lancer des grenades, nous a-t-elle dit. Elles sont tombées juste là où mes enfants avaient joué. »

Les assaillants étaient issus de la Séléka, une milice majoritairement composée de musulmans (voir l'encadré page 21). Auparavant, des miliciens anti-balaka, dont la plupart sont chrétiens ou animistes, avaient attaqué la communauté musulmane de son quartier.

LES JOURS LES PLUS SOMBRES

Comme beaucoup, Adeline craignait que les violences d'octobre ramènent la République centrafricaine (RCA) aux jours les plus sombres survenus fin 2013 et début 2014 : des milliers de personnes sont mortes et près d'un million d'autres ont fui quand le gouvernement s'est effondré. Des groupes armés ont alors commencé à tuer à très grande échelle.

Les violences ont forcé la plupart des musulmans de RCA à quitter leur quartier dans des camions où ils avaient entassé leurs biens. Les marchés se sont vidés, les marchands musulmans craignant d'être pris pour cible par ceux qu'ils avaient l'habitude de nourrir. Des civils d'autres confessions ont également été détroussés, violés et assassinés.



Adeline (un foulard rouge sur la tête) nous a expliqué pourquoi elle avait fui avec ses six enfants : « Ils se sont mis à lancer des grenades. Elles sont tombées juste là où mes enfants avaient joué. »



L'église catholique de Dékoa (centre de la RCA). Quand Amnesty s'y est rendue, en octobre 2014, environ 1700 personnes vivaient dans l'enceinte de l'église, et bien d'autres encore dans la brousse.

LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE EN BREF

INDÉPENDANCE de la France, 1960	POPULATION environ 5 M	SUPERFICIE 623 000 KM² — supérieure à celle de l'Espagne
CAPITALE BANGUI	RELIGION 	
LANGUES OFFICIELLES sango, français	80% des gens vivent de l'agriculture.	
RESSOURCES NATURELLES bois, diamants, or, uranium, pétrole, fer, cuivre	ESPÉRANCE DE VIE 48 ans 0 — 70	CLASSEMENT DANS L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 180 sur 187

Les chercheurs d'Amnesty ont aussitôt commencé à rassembler des informations sur ces atrocités. Nous avons milité activement pour l'envoi d'une force internationale de maintien de la paix importante afin de protéger les gens contre les groupes armés.

Tandis que les regards se tournaient vers la RCA, plus de 140000 personnes dans le monde signaient nos pétitions réclamant une force de maintien de la paix. En septembre, les soldats de l'ONU sont enfin arrivés.

RÉELLEMENT UTILES

Ces troupes internationales sont réellement utiles, elles sauvent des vies et empêchent les violences de dégénérer. Pour autant, seuls les deux tiers des 12000 soldats promis ont été déployés. C'est insuffisant.

Sur le terrain, le tableau est sombre. Chercheuse à Amnesty, Joanne Mariner (@jgmariner) a rencontré des rescapés d'une attaque de la Séléka contre une église à Dékoa (centre de la RCA). Des dizaines d'hommes armés venaient d'y tuer 14 personnes. Moins nombreux et moins bien équipés, les soldats de l'ONU protégeant l'église ont dû attendre l'arrivée des forces françaises pour pouvoir intervenir et empêcher un massacre à grande échelle.

Nous continuons de demander à l'ONU de déployer l'ensemble des 12000 soldats et policiers promis. Mais nous



LES FORCES EN PRÉSENCE

SÉLÉKA : milice surtout composée de musulmans. A pris le pouvoir par la force en mars 2013. Aujourd'hui divisée en groupes concurrents.

ANTI-BALAKA : groupes armés peu structurés. Membres en majorité chrétiens ou animistes. Des violences ont éclaté après leur offensive sur Bangui, en décembre 2013.

EUFOR-RCA : force européenne de maintien de la paix, déployée d'avril 2014 à mars 2015.

RÉVOLUTION ET JUSTICE : anciens soldats postés dans le nord du pays qui recrutent des combattants anti-balaka.

SANGARIS : force française déployée en décembre 2013.

FACA : l'armée régulière, en cours de reformation après sa dissolution en janvier 2014.

MINUSCA : force de maintien de la paix déployée par l'ONU en septembre 2014.

PEULS ARMÉS : membres de l'ethnie peule appartenant à un sous-groupe de la Séléka.

savons que des troupes supplémentaires ne résoudront pas le problème. Le pays a besoin de justice : l'absence de justice, qui permet à des bandits armés d'obtenir fortune et pouvoir, perpétue les violences.

DES SUSPECTS BIEN CONNUS

Les habitants de Nguingo, un quartier de Bangui, en ont fait l'expérience. En octobre, trois personnes ont été tuées et au moins 20 autres grièvement blessées par des hommes armés qui ont aussi incendié 28 maisons et une église. Amnesty et l'ONU avaient pourtant réclamé l'ouverture d'une enquête contre les deux personnes à la tête de l'attaque pour des exactions commises plus tôt en 2014.

Au moins 30 personnes sont mortes à Bangui début octobre. Les violences étaient principalement orchestrées par des officiers supérieurs de milices pour exercer des pressions politiques, obtenir des postes ministériels et faire libérer des prisonniers. Et elles étaient perpétrées par des personnes déjà soupçonnées d'atrocités mais toujours libres de s'attaquer à des quartiers comme celui d'Adeline.

C'est pourquoi Amnesty continue de réclamer des enquêtes sur au moins 20 responsables, nommément désignés, de toutes les parties au conflit. Nous demandons un tribunal d'exception composé de juges nationaux et internationaux pour juger les crimes les plus graves, et

la poursuite des enquêtes ouvertes par la Cour pénale internationale (CPI). Et nous rappelons qu'il ne peut y avoir ni paix, ni sécurité sans justice et sans obligation de rendre des comptes.

LA LUTTE CONTINUE

La justice est lente en RCA et il est déjà remarquable qu'elle se soit mise en mouvement. L'ONU et le gouvernement sont tombés d'accord pour créer le tribunal que nous réclamions et la CPI poursuit ses enquêtes. Si la plupart des personnes que nous avons citées ne font toujours pas l'objet d'enquêtes sérieuses, les agissements de certaines sont désormais entravés par des interdictions de voyager et des sanctions prononcées par les Nations unies.

Mais ce n'est pas assez pour Adeline et les centaines de milliers d'autres personnes contraintes de fuir leur foyer. Elle dit qu'elle aura du mal à rentrer chez elle tant que son « quartier [sera] en proie au chaos et à l'insécurité ». La sécurité en RCA ne s'obtiendra pas seulement par les armes des Nations unies, mais aussi par la justice. En 2015, ce sera le combat d'Amnesty International. □

Suivez les discussions sur Twitter : [#criseRCA](#) ou [#CARcrisis](#)

Toutes les images par Joanne Mariner © Amnesty International

GAZA EN BREF



Des nuages de fumée s'élèvent de Gaza après des frappes aériennes menées par Israël en juillet 2014.

Tout ce que vous vouliez savoir sur le conflit dans la bande de Gaza sans oser le demander.

Où se trouve Gaza ?

Gaza est une bande de terre au bord de la Méditerranée, frontalière avec l'Égypte au sud et Israël au nord et à l'est. Elle mesure 41 km de long sur 11 km de large.

Quelle est la différence avec la Cisjordanie ?

Gaza et la Cisjordanie composent les territoires palestiniens occupés (TPO). La Cisjordanie est un territoire distinct entouré par la Jordanie et Israël et qui comprend Jérusalem-Est.

Qui administre cette zone ?

Créée en 1994, l'Autorité palestinienne s'est vu confier le contrôle des affaires civiles (santé, éducation, sécurité intérieure...) dans certaines parties des TPO, dont Gaza. Mais Israël reste la puissance occupante et administre de facto le territoire et sa population.

Qu'est-ce que le Hamas ?

Le Hamas (Mouvement de la résistance islamique) est l'un des principaux partis politiques des TPO. Il a vaincu le Fatah aux élections en 2006 et pris le contrôle de Gaza en 2007 après un conflit meurtrier. Quand il a créé son propre appareil de maintien de l'ordre à Gaza, Israël a imposé un blocus et une zone tampon maritime et terrestre. En juin 2014, le Fatah et le Hamas ont formé un gouvernement intérimaire pour la Cisjordanie et Gaza, en attendant les élections.

En quoi consiste le blocus ?

Israël veut protéger ses citoyens de la menace d'une attaque du Hamas ou d'autres groupes. Sa solution est un blocus dévastateur qui dure depuis sept ans, entravant la circulation des biens et des personnes depuis et vers Gaza, séparant des familles et privant les Gazaouis de services de base comme les soins, le logement ou l'éducation.

Quelle est la cause du dernier conflit ?

Plusieurs facteurs ont attisé les tensions, tels que le maintien de l'occupation militaire israélienne et la confiscation de terres en Cisjordanie, l'accord entre le Fatah et le Hamas (rejeté par Israël)

et une reconnaissance accrue de l'État palestinien par les autres pays. Le conflit s'est ravivé en juillet, quand trois adolescents israéliens ont été tués en Cisjordanie (une action revendiquée par le Hamas) et que des Israéliens ont tué un jeune Palestinien.

Que s'est-il passé pendant le conflit ?

L'opération *Bordure protectrice* était la troisième offensive israélienne contre Gaza en moins de six ans. Selon l'ONU, 2256 Palestiniens, dont près des trois quarts étaient des civils, sont morts et plus de 11 000 autres ont été blessés. Côté israélien, six civils ont été tués par des roquettes ou des obus de mortier tirés à l'aveugle depuis Gaza et 66 soldats sont morts au combat.

Quels sont les crimes de guerre présumés commis par Israël ?

Les crimes de guerre d'Israël incluent des attaques aveugles et disproportionnées contre des quartiers très peuplés à Gaza. Des écoles abritant des civils, des bâtiments qui, selon Israël, étaient utilisés par le Hamas à des fins militaires, des hôpitaux et des professionnels de la santé ont aussi été visés.

Quels sont les crimes de guerre présumés commis par le Hamas ?


Le Hamas et d'autres groupes palestiniens ont tiré des milliers de roquettes et d'obus sur Israël et endommagé des habitations. Des groupes armés palestiniens ont aussi mis des civils en danger en stockant et en tirant des roquettes dans des quartiers résidentiels, et ont tué au moins 23 Gazaouis accusés de collaborer avec Israël.

Que demande Amnesty ?

Un soutien mondial en faveur d'une enquête de la Cour pénale internationale (CPI) sur les crimes commis pendant le conflit. En décembre, la Palestine a accepté la compétence de la CPI pour les TPO. Israël a répliqué en retenant 127 millions de dollars de recette fiscale dus à la Palestine. Amnesty appelle Israël et le monde à veiller à ce que les Palestiniens ne soient pas punis parce qu'ils demandent justice.

POUR EN SAVOIR PLUS

Retrouvez tout notre travail sur Gaza : <http://bit.ly/17Hn1A1>

 POPULATION

1,8 million de personnes

Plus de 10 fois

la densité de population d'Israël

 SITUATION



 LORS DES 50 JOURS DE CONFLIT

ISRAËL

72 morts

dont **8%** de civils

GAZA

2 256 morts

dont près de **75%** de civils

CAMPAGNE

VOTRE CORPS VOUS APPARTIENT-IL VRAIMENT ?

Par Jessie Macneil-Brown, responsable de la campagne *Mon corps, mes droits*



© Amnesty International (Artiste : Hikaru Cho/Photo : Jim Marks)

6-8 Mars 2014



Lancement de *Mon corps, mes droits* dans un village du Népal et en ligne. L'artiste Hikaru Cho a réalisé spécialement d'étonnantes œuvres d'art corporel (voir ci-dessus).

Avril 2014



Nous remettons à la Commission de la population et du développement des Nations unies la pétition demandant aux responsables internationaux de protéger les droits sexuels et reproductifs des jeunes. Plus de 280000 personnes, dans plus de 165 pays, l'ont signée.

Mai 2014



Remise au gouvernement népalais de la pétition demandant que le prolapsus utérin soit reconnu comme un problème relatif aux droits humains. Elle a été signée par 102518 sympathisants d'Amnesty du monde entier.

Arrêtez-vous un instant et pensez à votre corps.

En disposez-vous totalement librement ? Pouvez-vous choisir votre partenaire ou prendre des décisions concernant votre vie sexuelle sans être jugé-e ou agressé-e ? Pouvez-vous recevoir les conseils et les soins nécessaires pour ne pas tomber enceinte si vous ne le souhaitez pas ? Avez-vous les moyens financiers d'obtenir la contraception dont vous avez besoin ?

Et après une soirée, demandez-vous à vos amies de vous envoyer un SMS pour dire qu'elles sont bien rentrées ?

Amnesty a lancé il y a un an *Mon corps, mes droits*, une campagne dont l'objectif est que les gouvernements et d'autres gens cessent de prendre ce genre de décision à notre place. Pourquoi ? Parce que les droits sexuels et reproductifs sont des droits humains.

Des villages du Népal à une prison pour femmes du Salvador, nous nous sommes penchés tout au long de l'année sur ce qui se passe quand des personnes sont dépossédées de la possibilité de prendre les décisions concernant leur corps. Et nos actions ont un impact.

À l'ONU en octobre 2014, l'Australie, l'Espagne, l'Islande, la République tchèque et la Slovaquie ont exhorté le gouvernement du Salvador à abroger l'interdiction totale de l'avortement dans le pays, qui peut signifier plus de 40 ans de prison pour une femme ne menant pas à terme sa grossesse.

L'été dernier nous avons rassemblé pas moins de 198 000 signatures pour demander à l'Algérie, au Maroc et à la Tunisie de protéger les femmes et les filles victimes de violence sexuelle. En présentant les pétitions au gouvernement tunisien en novembre (voir ci-dessous), nous avons parlé en trois langues mais notre message a été porté haut et fort.

DES MILITANTS DANS LE MONDE ENTIER

Nous pouvons compter sur des militants fabuleux dans le monde entier, dont beaucoup de jeunes à l'avant-garde de la lutte pour les droits sexuels et reproductifs. C'est pour cela que nous avons créé une nouvelle ressource éducative destinée aux jeunes, qui pourront l'utiliser pour sensibiliser les gens de leur âge et faire valoir leurs droits sur leur propre corps.

Prenez les Philippines. De jeunes militants locaux d'Amnesty font pression sur le gouvernement pour qu'il applique une loi importante de 2012 accordant l'accès universel à la contraception et à l'éducation sexuelle. Ils utilisent aussi notre nouvelle ressource pour lutter contre des pratiques traditionnelles de soin et les comportements qui favorisent les hommes par rapport aux femmes.

En 2015, nous travaillerons au Burkina Faso pour un meilleur accès à la contraception et nous nous attaquerons à l'interdiction de l'avortement en Irlande. Nous poursuivrons notre travail sur le Salvador, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et le Népal. Et nous observerons de près les dirigeants internationaux qui vont décider des objectifs mondiaux de développement pour les 15 ans à venir.

Un grand merci à tous ceux qui nous ont soutenus jusqu'à présent. Et que ceux qui ne sont pas encore montés à bord nous rejoignent ! Après tout, si nous ne disposons pas librement de notre corps, comment pouvons-nous disposer librement de notre vie ?

REJOIGNEZ NOTRE CAMPAGNE

www.amnesty.org/fr/mybodymyrights

Septembre 2014



Quand l'Espagne a voulu rendre plus restrictive sa législation sur l'avortement, 133 400 sympathisants d'Amnesty se sont mobilisés. Le gouvernement a fini par renoncer à son projet.

Novembre 2014



Des représentants d'Amnesty (dont Jessie, deuxième en partant de la droite) remettent une pétition rassemblant 198 000 signatures et appelant l'Algérie, le Maroc et la Tunisie à mieux protéger les femmes et les filles victimes de violences sexuelles.

Sept 2014–Jan 2015



Des milliers de personnes dans le monde se joignent à nous pour demander au Salvador d'abroger la loi interdisant totalement l'avortement. Découvrez pourquoi :

<http://bit.ly/1tNz08r>

HÉROS MALGRÉ LUI

Des militants d'Amnesty ont écrit depuis le monde entier des lettres de soutien à Kyaw Hla Aung quand il était en prison au Myanmar. Membre d'une minorité persécutée, les Rohingyas, cet avocat de 75 ans a été emprisonné à plusieurs reprises pour son action politique, pourtant pacifique. Libéré en octobre dernier, il nous explique pour quoi il se bat.

Que signifie être Rohingya au Myanmar ?

Les gens ont peur de nous parce que nous sommes musulmans. Le gouvernement nous refuse la nationalité alors que nous sommes nés ici et que nous vivons dans l'État d'Arakan [ouest du Myanmar] depuis longtemps. On nous traite de Bengalis [du Bangladesh] depuis 1971. Ils veulent chasser les Rohingyas du pays.

Vous avez été libéré le 7 octobre 2014 après plus d'un an d'incarcération. Pourquoi étiez-vous en prison ?

Comme je suis avocat, ils n'aimaient pas que je rencontre des ambassadeurs et des journalistes, donc ils ont monté une affaire contre moi et m'ont arrêté.

Des sympathisants d'Amnesty vous ont écrit du monde entier. Qu'est-ce que cela représente pour vous ?

J'étais très heureux de recevoir ces lettres, elles m'ont réconforté et ont eu une bonne influence sur ma santé et mon moral. Je suis très reconnaissant car ces lettres ont attiré l'attention sur moi et les autorités de la prison ont dû prendre soin de moi.

Vous êtes marié et père de sept enfants. Quelles ont été les répercussions de votre militantisme pour vous et votre famille ?

Ils ont eu du mal à survivre quand j'étais détenu. Ma fille devait faire le trajet jusqu'à la prison chaque semaine pour donner de l'argent à la police afin que j'aie de quoi manger.



Où vivez-vous aujourd'hui ?

Dans une cabane de bambou dans un camp pour personnes déplacées à l'intérieur du pays, près de Sittwe [la capitale de l'État d'Arakan]. La vie n'y est pas facile. Je ne peux pas agir au grand jour car le gouvernement me surveille. Les gens veulent que je reste, mais j'ai des problèmes de santé et mes enfants ne reçoivent ni enseignement, ni soins.

Qu'est-ce qui pourrait aider les Rohingyas ?


L'État doit nous accorder la nationalité myanmar et la communauté internationale doit elle aussi reconnaître les Rohingyas comme des citoyens de ce pays.

Comment vous décriez-vous ?

N'écrivez pas que je suis le héros des Rohingyas. C'est pour tout le monde que je fais cela.

POUR EN SAVOIR PLUS

La réalité des droits humains derrière les beaux discours (Myanmar) (blog) : <http://bit.ly/1xYUKhV>

↑  Kyaw Hla Aung montre sa carte d'identité, un document datant des années 1950 prouvant qu'il vit au Myanmar depuis longtemps.

NOS MOTS CHANGENT DES VIES

Des sympathisants d'Amnesty de tous âges ont écrit plus de deux millions de messages, courriels et lettres dans le cadre d'*Écrire pour les droits*, notre marathon mondial d'écriture de lettres. Dans plus de 100 pays, des chargé(e)s de campagne ont organisé toutes sortes d'activités : atelier d'écriture de lettres/tatouage aux Pays-Bas (photo), fête-pyjama de 24 heures au Chili, nuit des droits humains au Burkina Faso, vidéoconférence d'Edward Snowden en France... Toutes ces actions vont faire changer les choses dans le monde, pour un meilleur respect des droits humains.

Pour en savoir plus sur nos grands événements et voir l'impact de nos actions, rendez-vous sur www.amnesty.org/writeforrights



À PROPOS DE VOUS

Bienvenue dans les toutes nouvelles pages du FIL consacrées aux lecteurs. Ce que vous avez à dire nous intéresse ! Envoyez-nous vos commentaires, photos, histoires et idées : thewire@amnesty.org



ET LES GAGNANTS SONT...

Merci aux 645 lecteurs qui ont répondu à notre enquête et nous ont ainsi aidés à créer un nouveau magazine, que vous tenez maintenant entre les mains ! Et félicitations à Jay, en Inde, et à Mwanganyi Thomas, au Kenya, qui ont chacun remporté un sac Amnesty, ainsi qu'à Pierre, en Belgique, qui a gagné un calendrier *One World*, une éphéméride et un ensemble de cartes.



QUESTIONNEZ NOS EXPERTS

Vous avez une question sur le travail d'Amnesty ou sur les droits humains ? Envoyez-nous un courriel et nous demanderons à l'un de nos experts de vous répondre dans LE FIL d'avril 2015.



TESTEZ VOS CONNAISSANCES !

1. Quelle superficie de terres a été volée à la population colombienne ces 50 dernières années ?
2. Cinq ans après le tremblement de terre en Haïti, combien de personnes vivent encore dans des camps de fortune ?
3. Combien coûte un visa de journaliste pour entrer à Nauru, pays vers lequel l'Australie « externalise » ses demandeurs d'asile ?
4. Quel pays accueille le plus grand nombre de réfugiés syriens ?
5. Combien de sympathisants Amnesty compte-t-elle dans le monde ?

Réponses à droite. »



Réponses :

1. Quelque 8 millions d'hectares de terres ont été volés en 50 ans de conflit armé en Colombie – une superficie supérieure à celle du Costa Rica, équivalente à celle de l'Autriche. Pour en savoir plus : <http://bit.ly/15LandFacts>

2. Plus de 85 000 Haïtiens vivent toujours dans des camps de fortune. Plus d'un quart d'entre eux risquent à tout moment d'être expulsés. Signez notre pétition : <http://ow.ly/GOWbtx>

3. Les enquêtes indépendantes sur le centre de détention de Nauru ne semblent pas bienvenues : le prix du visa de journaliste pour entrer dans cette île-nation est passé de 200 à 8 000 dollars australiens ! (voir p. 12-13)

4. La Turquie accueille aujourd'hui 1 600 000 Syriens qui ont fui le conflit ravageant leur pays. À titre de comparaison, en décembre 2014, le nombre de places offertes par 26 pays de l'UE (sans compter la Suède et l'Allemagne) s'élevait à 6 274 (voir p. 6-9).

5. Amnesty a plus de 7 millions de sympathisants dans le monde.



Trois fillettes de six ans, élèves d'une école primaire du comté de Yunlin, à Taiwan, montrent qu'elles aiment les droits humains (décembre 2014). Lors du marathon des lettres d'Amnesty Écrire pour les droits, elles ont dessiné des fleurs et écrit des lettres à Paraskevi Kokoni, une Rom de Grèce victime d'une agression raciste. « Est-ce que ça va ? » et « Continuez de vous battre, s'il vous plaît ! » disaient certains de leurs messages.

“ C'EST VOUS QUI LE DITES ”

Certaines de nos citations préférées de 2014 :

« Je tiens à dire que je ne suis pas raciste et que je ne fais pas de discrimination, mais la notion de demandeurs d'asile m'a toujours dérangée. Cependant, votre blog m'a fait réfléchir. Personne ne devrait être privé de ses droits fondamentaux en raison de son lieu de naissance, et on ne devrait pas non plus refuser de sauver des gens pour ça. Merci Amnesty :) »

Jessica, sur notre blog Livewire

« En route pour #Ferguson, je pense à tous les manifestants pacifiques victimes d'attaques dans le monde. »

@StevenWHawkins, Amnesty États-Unis, via Twitter

« Mourir d'une grossesse, ce n'est pas normal. »

Ngozi Olivia Osuoha, via Facebook

LE COIN DES ARCHIVES

On ne fait pas plus branché : les New York City Breakers figuraient parmi les groupes ayant joué en direct pour un téléthon organisé en 1984 par une chaîne de télé norvégienne au profit d'Amnesty. En octobre 2014, Amnesty Norvège a fêté ses 50 ans. Au départ, une poignée de gens déterminés à Oslo écrivaient aux gouvernements pour leur demander de libérer des personnes détenues en raison de leurs opinions. Aujourd'hui, Amnesty compte plus de 100 000 sympathisants en Norvège.



1 RÉOLUTION POUR LA NOUVELLE ANNÉE

“ Il n'y a pas deux personnes identiques au monde. Il faut arrêter de séparer les gens en groupes différents. Cela peut sembler utopique, mais les gens travaillant avec Amnesty prouvent qu'il existe une autre voie : combattre l'injustice, où qu'elle se produise et quelles que soient les personnes qu'elle touche. ”

John Jeanette Solstad Remø, transgenre norvégienne dont le cas figurait parmi ceux de la campagne Écrire pour les droits 2014.

REJOIGNEZ-NOUS !

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de sept millions de personnes qui défendent les droits humains de tous les individus.

Retrouvez Amnesty dans votre pays ou devenez membre international : www.amnesty.org/fr/join

 www.facebook.com/AmnestyGlobal

 [@AmnestyOnline](https://twitter.com/AmnestyOnline)

 livewire.amnesty.org/fr

« JE NE VEUX PAS VIVRE
DANS UN MONDE OÙ
TOUT CE QUE JE DIS,
TOUT CE QUE JE FAIS EST
ENREGISTRÉ. »

Edward Snowden
#surveillance